

là. Car il n'y a personne au Canada qui ait défini ces termes. On serait d'accord sur quoi, sur quelle association, sur quelle forme et quelle modalité? On ne le sait pas. Lorsque les gens iront voter, ils ne sauront pas sur quoi ils se prononcent. On ne saura pas quelle sorte de pays on bâtit. Vous croyez qu'une telle gymnastique intellectuelle est possible. Il y a simplement une voie, à mon avis, seulement une voie qui soit honnête, correcte, et franche dans les circonstances: c'est qu'il y ait un référendum sur un «oui» ou un «non». Conservons-nous le pays ou si nous le démembrons? Après ça, on s'assoiera, s'il y a lieu, et on négociera ensemble ce que doit être notre nouveau pays. C'est à mon avis la seule façon de procéder pour ne pas tomber dans un bourbier.

Tous les autres arguments, vous le savez, je les connais comme, par exemple «soyons flexibles» etc. Flexibles sur quoi? Je suis bien prêt, moi, à prendre toutes les attitudes flexibles possibles, mais je voudrais savoir sur quoi, exactement. On ne le dit pas. On se réfère à des concepts qui sont très généraux. Alors, c'est sûr que le plus tôt, honorables sénateurs, le plus tôt nous aurons ce référendum, le mieux ce sera pour tout le monde: les Québécois comme les autres. On ne peut pas garder une épée de Damoclès sur la tête d'un peuple comme on le fait présentement et ne pas courir à la catastrophe, car les gens veulent savoir où cette aventure les conduira. Alors, qu'est-ce qui arrivera? Quelle sorte de formule sera utilisée? J'ai lu le Livre blanc sur le référendum. Eh bien! je regrette, ce n'est pas poser honnêtement une question au peuple que de la poser de la manière qu'on le fait.

Ce n'est pas que les Québécois, en très grande majorité, sont des séparatistes. Celui qui vous parle a été séparatiste à l'âge de dix-sept ans. Ce n'est pas un crime en soi. Ce qui est un crime en soi, c'est de manipuler une population pour la faire aller là où elle ne veut pas aller. C'est ça qui est un crime et une injustice. Alors, nous en sommes là dans nos discussions. Il y a une enquête présidée par MM. Pepin et Robarts. Le plus d'opinions que l'on pourra exprimer ce sera pour le mieux. Moi je n'y vois pas d'objections. Mais, cela me fait penser à ce qui se passe en laboratoire. En laboratoire, on peut avoir plusieurs cobayes; si on rate avec un, on en utilise un autre. Mais vous ne faites pas cela avec une nation ou un peuple. C'est que, voyez-vous, il y en a qui pensent qu'ils peuvent briser un pays sans qu'il y ait de pots cassés. C'est impossible. Cela n'existe nulle part et n'a jamais existé nulle part. Si vous brisez un pays, ses blessures demeureront pendant longtemps, sinon toujours. Alors, je crois que, si l'on veut vraiment être honnête, il faut dire ces choses, et dire que, si la séparation se fait, et c'est mon opinion très sincère, les Québécois auront à payer un prix très élevé. Très élevé! Je n'ai pas d'objection à ce qu'ils le leur disent et peut-être nos gens sont-ils prêts à faire ce sacrifice. Mais, leur laisser entendre que nos problèmes vont se régler facilement par la suite, c'est les leurrer.

[Traduction]

J'entendais des gens dire que l'une des grandes causes pouvant motiver le Québec à se séparer était le chômage. Allons donc! Vous n'êtes jamais allé au Québec si c'est ce que vous pensez, car le PQ n'a pas reçu son appui dans les régions pauvres du Québec, mais à Montréal même où les gens travaillaient et gagnaient de bons salaires. C'est là qu'il a eu l'appui des enseignants et des étudiants. Qu'on ne vienne pas me dire que la cause en est le chômage au Québec. Si c'était

ça, la province se serait séparée depuis deux ou trois générations.

N'allez pas croire que j'aime le chômage qui sévit au Québec. Je dis simplement que le chômage n'est pas à l'origine du mouvement sécessionniste. Voyez ce qui se passe en Gaspésie, le long du Saint-Laurent et au lac Saint-Jean, où le taux de chômage atteint parfois 20 ou 25 p. 100 au cours de l'hiver. Pourtant, ce n'est pas dans ces régions où le PQ a le plus de succès.

On dit souvent que le gouvernement fédéral est en faveur du statu quo. Les Canadiens français habitent ici depuis fort longtemps. Ils ont eu bien des motifs de récriminations et ils en ont encore. Les rapports de la Commission BB font état de toutes sortes de vexations et d'injustices à leur égard. Vous n'avez qu'à lire ces rapports pour connaître toutes les récriminations.

Cependant, si chaque pays en proie à un problème doit faire marche arrière et recommencer à corriger les injustices passées, je crois que le monde deviendrait un véritable enfer. Si les choses ne s'étaient pas passées comme elles l'ont fait, comme la guerre de sécession aux États-Unis, pourquoi ne pas repartir de zéro? Voyez, par exemple, comment la France, l'Italie ont été unifiées, et même l'Angleterre à un certain moment. L'histoire regorge de situations qu'on ne saurait corriger après des siècles.

J'entends parfois des gens de l'Ouest répéter des choses comme ceci: «Ces maudits Canadiens français; nous allons régler leur cas. Nous allons remonter à 1760.» C'est là une attitude tout à fait sottise et irresponsable. Ce n'est vraiment guère mieux que ce qu'on entend parfois au Québec. Je dirai à ces gens-là qu'un grand pays, les États-Unis d'Amérique, a essayé de venir à bout du Vietnam en vain. De sorte qu'il vaudrait mieux ne pas chercher la solution de ce côté-là.

Je ne veux pas faire de provocation; je ne veux pas inciter à la guerre. Je voudrais tout simplement vous faire comprendre que nous devons être lucides. Nous sommes un peuple vivant et tout comme un être humain, nous ne pouvons être traités comme des animaux.

• (1450)

[Français]

Ce ne serait pas la même chose, c'est sûr.

Alors, à l'heure actuelle il y en a qui déclarent qu'ils vont repenser tout le pays. Il y a les Maritimes. Il y a l'Île du Prince-Édouard. Il y a le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse. On fera cinq ou six régions. On établira un corridor. En somme on peut émettre 150 hypothèses différentes. Mais, la seule chose que l'on puisse déterminer, c'est que le Canada est ce qu'il est et la seule chose à faire, si on ne veut pas le briser, c'est de le transformer en se rencontrant honnêtement, en négociant honnêtement, et en cherchant des solutions à nos problèmes. On sait qu'une constitution doit être modifiée. Elle l'a été plusieurs fois dans le passé et elle le sera encore à l'avenir. Probablement qu'il n'y a pas eu assez de souplesse dans ce domaine. Les Russes viennent de modifier la leur. Ils l'ont fait à main levée, et ils l'ont envoyée tout de suite à la lune. Je crois qu'elle ne s'est pas rendue, d'ailleurs. Mais, de toute façon, on peut modifier une constitution, et probablement, comme je le disais, il y a eu trop de rigidité dans ce domaine. Mais, je ne crois pas qu'il soit possible de continuer à